



Brussels
13/07/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	TAXUD.C.3
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	426110
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q4 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	26/10/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
13/07/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

The Directorate General for Taxation & Customs Union's (DG TAXUD) mission is to promote fair and sustainable policies that generate revenue for the EU and its Member States and ensure that EU citizens and businesses benefit from global trade and a safe and secure Single Market protected at its borders.

Within DG TAXUD, Directorate C is developing an overall policy in the area of indirect taxation, including financial sector taxation as well as environmental, transport and energy taxation, VAT, excise duties and tax administration. It is also responsible for developing and implementing the Carbon border adjustment mechanism and tax initiatives included in the European Green Deal.

Unit TAXUD.C.3 "Behavioural taxation and other indirect taxes" is responsible for the design and implementation of innovative tax policies that encourage citizens and businesses to make healthier, fairer and more sustainable choices, contribute to a thriving Internal Market and enable Member States to generate resilient revenues. We achieve this by ensuring the smooth functioning of the EU's harmonised excise system, by co-ordinating indirect tax strategies - especially those influencing health behaviours – by combatting fiscal fraud, and through effective infringement procedures. Our core strengths lie in the effective management of legal challenges, the swift resolution of disputes and the competent provision of expert guidance. We continuously strive for a balanced and transparent tax framework for the benefit of citizens, Member States and businesses.

Job presentation:

Advise, assist and contribute to economic and legal analysis in the area of health taxes, and in particular tobacco, alcohol, sugar sweetened beverages taxation.

Prepare draft working papers, briefings, speeches and other material, inter alia for working groups, committees etc. Analyse relevant policy options in the field of health taxes, both developing indirect tax policies and for determining the indirect tax policy component of more comprehensive policy strategies and initiatives.

Follow up the implementation and application of EU legislation in the field of health taxes.

Reply to questions from operators, national administrations, and Commission services on the interpretation of existing EU excise legislation.

The job entails continuous contacts with other Commission services, other EU institutions and Member States as well as with business groups, academics and other interested parties.

The national expert shall carry out his / her duties under the supervision of a Commission official. Without prejudice to the principle of loyal cooperation between national / regional or local administrations and the Commission, he / she shall conduct him / herself solely



with the interests of the European Union in mind. The national shall not represent the Commission with a view to entering into commitments, whether financial or otherwise, or negotiate on its behalf.

Jobholder profile:

At least 5 years of professional experience, including 3 years' work experience in the indirect tax area (Excise duties/customs/VAT/others) and solid economic or legal background. Experience with public health control policies and behavioural taxation economics would be an asset. Understanding of health-related taxation and knowledge of the General Excise Directive will be a plus. A knowledge of non-harmonised indirect taxes would also be an advantage.

Previous experience in excise, customs or VAT, as well as in drafting legislation, consultation or policy documents, studies and reports.

Experience of the evaluation of policies and impact assessments. Experience in managing external contractors is an asset.

Good analytical and drafting skills are required. Ability to manage complex information, present it in a synthetic manner and propose solutions is an asset.

Professional knowledge of English, satisfactory knowledge of another EU language.



Brussels
13/07/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La direction générale de la fiscalité et de l'union douanière (DG TAXUD) a pour mission de promouvoir des politiques équitables et durables qui génèrent des recettes pour l'UE et ses États membres et de faire en sorte que les citoyens et les entreprises de l'UE tirent parti du commerce mondial et d'un marché unique sûr et sécurisé, dont les frontières sont protégées.

Au sein de la DG TAXUD, la direction C est chargée d'élaborer une politique globale dans le domaine de la fiscalité indirecte, y compris la taxation du secteur financier ainsi que la fiscalité environnementale, la taxation du secteur des transports et de l'énergie, la TVA, les droits d'accise, les taxes comportementales et l'administration fiscale. Elle est également chargée d'élaborer et de mettre en œuvre le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et les initiatives fiscales dans le cadre du pacte vert pour l'Europe.

L'unité TAXUD.C.3 «Fiscalité comportementale et autres impôts indirects» est chargée de concevoir et de mettre en œuvre des politiques fiscales innovantes qui incitent les citoyens et les entreprises à faire des choix plus sains, plus équitables et plus durables, contribuent à la vitalité du marché intérieur et permettent aux États membres de générer des recettes fiscales robustes. Nous y parvenons en assurant le bon fonctionnement du système harmonisé d'accises de l'UE, en coordonnant les stratégies en matière de fiscalité indirecte – notamment celles qui influencent les comportements en matière de santé –, en luttant contre la fraude fiscale et grâce à des procédures d'infraction efficaces. Nos principaux atouts résident dans la gestion efficace des contentieux, le règlement rapide des litiges et la fourniture de conseils d'experts compétents. Nous œuvrons sans relâche pour un cadre fiscal équilibré et transparent, au bénéfice des citoyens, des États membres et des entreprises.

Présentation du poste:

Fournir des conseils et apporter une assistance et une contribution en matière de gestion de projets, d'analyse stratégique et juridique et de propositions législatives dans le domaine des droits d'accise, notamment en ce qui concerne les règles et procédures applicables à la taxation du tabac, de l'alcool et des boissons sucrées.

Préparer des projets de documents de travail, de notes d'information, de discours et d'autres documents, notamment à l'intention des groupes de travail, des comités, etc. Analyser les possibilités d'action pertinentes dans le domaine des droits d'accise et des taxes comportementales, tant en élaborant des politiques en matière de fiscalité indirecte qu'en déterminant les éléments relevant de la fiscalité indirecte dans les stratégies et initiatives plus globales.



Assurer le suivi de la mise en œuvre et de l'application de la législation de l'UE dans le domaine des droits d'accise et des taxes comportementales.

Répondre aux questions des opérateurs, des administrations nationales et des services de la Commission sur l'interprétation de la législation de l'UE en vigueur en matière d'accise.

Le poste implique des contacts permanents avec d'autres services de la Commission, d'autres institutions de l'UE et les États membres, ainsi qu'avec des groupes d'entreprises, des universitaires et d'autres parties intéressées.

L'expert(e) national(e) exercera ses fonctions sous le contrôle d'un fonctionnaire de la Commission. Sans préjudice du principe de coopération loyale entre les administrations nationales/régionales ou locales et la Commission, elles se conduiront uniquement dans l'intérêt de l'Union européenne. L'expert(e) national(e) ne représentera pas la Commission en vue de contracter des engagements, financiers ou autres, ou de négocier en son nom.

Profil du titulaire du poste:

Un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle, dont 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la fiscalité indirecte (TVA/droits d'accise et mouvements de produits soumis à accise/taxes relatives à la santé ou autres taxes comportementales) et des connaissances solides en économie ou en droit. Une expérience en matière de politiques de contrôle dans le domaine de la santé publique et en économie fiscale comportementale serait un atout. Une connaissance de la directive établissant le régime général d'accise et une compréhension de la taxation du tabac, de l'alcool et des boissons sucrées constitueraient un plus. Une connaissance des taxes indirectes non harmonisées serait également un avantage.

Une expérience dans la rédaction de textes législatifs, de documents de consultation ou d'orientation, d'études et de rapports dans les domaines susmentionnés.

Une expérience de l'évaluation des politiques et de leurs incidences. Une expérience de la gestion de contractants externes constituerait un atout.

De bonnes capacités analytiques et rédactionnelles sont requises. La capacité à gérer des informations complexes, à les présenter de manière synthétique et à proposer des solutions est un atout.

Une connaissance professionnelle de l'anglais et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'UE.



Brussels
13/07/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Aufgabe der Generaldirektion Steuern und Zollunion (GD TAXUD) ist es, eine faire und nachhaltige Politik zu fördern, die Einnahmen für die EU und ihre Mitgliedstaaten generiert, und zu gewährleisten, dass die Bürger/innen und Unternehmen in der EU vom Welthandel sowie von einem sicheren, an den Grenzen geschützten Binnenmarkt profitieren.

Innerhalb der GD TAXUD ist die Direktion C dafür zuständig, die allgemeine politische Ausrichtung im Bereich der indirekten Steuern zu gestalten. Dazu zählen auch die Besteuerung des Finanzsektors sowie Umwelt-, Verkehrs- und Energiesteuern, Mehrwertsteuer, Verbrauchsteuern, Lenkungssteuern und Steuerverwaltung. Sie zeichnet auch für die Entwicklung und Umsetzung des CO₂-Grenzausgleichssystems und die Steuerinitiativen im Rahmen des europäischen Grünen Deals verantwortlich.

Das Referat TAXUD.C.3 „Lenkungssteuern und andere indirekte Steuern“ ist für die Entwicklung und Umsetzung innovativer Steuerpolitiken zuständig, die Bürgerinnen und Bürger sowie Unternehmen zu gesünderen, gerechteren und nachhaltigeren Entscheidungen anregen, zu einem florierenden Binnenmarkt beitragen und den Mitgliedstaaten stabile Steuereinnahmen ermöglichen. Dies erreichen wir durch das reibungslose Funktionieren des harmonisierten EU-Verbrauchssteuersystems, die Koordinierung indirekter Steuerstrategien – insbesondere solcher, die das Gesundheitsverhalten beeinflussen –, die Bekämpfung von Steuerbetrug und durch wirksame Verfahren bei Verstößen.

Unsere Kernkompetenzen liegen im effektiven Management von Rechtsstreitigkeiten, der zügigen Beilegung von Streitigkeiten und der kompetenten Beratung. Wir setzen uns kontinuierlich für einen ausgewogenen und transparenten Steuerrahmen zum Wohle der Bürgerinnen und Bürger, der Mitgliedstaaten und der Unternehmen ein.

Stellenbeschreibung:

Beratung, Unterstützung und Mitwirkung an wirtschafts- und rechtswissenschaftlichen Analysen im Bereich der Gesundheitssteuern, insbesondere in Bezug auf die Besteuerung von Tabakwaren, alkoholischen Getränken und zuckergesüßten Getränken.

Entwurf von Arbeitspapieren, Vermerken, Reden und sonstigem Material, u. a. für Arbeitsgruppen und Ausschüsse Analyse politischer Optionen im Bereich der Verbrauchsteuern und anderer Lenkungssteuern; dies umfasst sowohl die Ausarbeitung von Maßnahmen betreffend indirekte Steuern als auch die Einarbeitung der



entsprechenden steuerpolitischen Komponente in umfassendere politische Strategien und Initiativen.

Begleitung der Umsetzung und Anwendung von Unionsvorschriften im Bereich der Verbrauchsteuern und anderer Lenkungssteuern.

Beantwortung der Fragen von Wirtschaftsbeteiligten, nationalen Verwaltungen und Kommissionsdienststellen zur Auslegung geltender Unionsvorschriften zu Verbrauchsteuern.

Die Aufgaben umfassen den ständigen Austausch mit anderen Kommissionsdienststellen, anderen EU-Organen und Mitgliedstaaten sowie Unternehmensgruppen, der Wissenschaft und sonstigen Interessenträgern.

Der/die nationale Sachverständige nimmt seine/ihre Aufgaben unter der Aufsicht eines/r Kommissionsbeamten wahr. Unbeschadet des Grundsatzes der loyalen Zusammenarbeit zwischen den nationalen/regionalen oder lokalen Verwaltungen und der Kommission handelt er/sie ausschließlich im Interesse der Europäischen Union. Der/die nationale Sachverständige vertritt die Kommission nicht, um finanzielle oder sonstige Verpflichtungen einzugehen oder in ihrem Namen zu Verhandlungen zu führen.

Anforderungsprofil:

Wir erwarten mindestens 5 Jahre Berufserfahrung, davon 3 Jahre Arbeitserfahrung im Bereich indirekte Steuern (Verbrauchsteuern/Zoll/Mehrwertsteuer/andere) und einen soliden ökonomischen oder juristischen Hintergrund. Erfahrung mit politischen Strategien zum Schutz der öffentlichen Gesundheit sowie im Bereich der Ökonomie von Lenkungssteuern wäre von Vorteil. Kenntnisse der Richtlinie zur Festlegung des allgemeinen Verbrauchsteuersystems sowie auf dem Gebiet der Besteuerung von Tabak, Alkohol oder zuckergesüßten Getränken wären ebenfalls ein Plus. Auch Kenntnisse im Bereich nicht harmonisierter indirekter Steuern wären von Nutzen.

Ferner erwarten wir Erfahrung mit der Ausarbeitung von Rechtsvorschriften, Konsultations- oder Strategiepapieren, Studien und Berichten in den oben genannten Bereichen.

Erfahrung mit der Evaluierung politischer Maßnahmen und ihrer Auswirkungen. Erfahrung im Management externer Auftragnehmer ist von Vorteil.

Gute analytische und redaktionelle Fähigkeiten sind erforderlich. Die Fähigkeit, mit komplexen Informationen umzugehen, sie zusammenfassend aufzubereiten und Lösungen vorzuschlagen, ist von Vorteil.

Englischkenntnisse auf Arbeitssprachenniveau sowie hinreichende Kenntnisse einer weiteren EU-Sprache sind ebenfalls erforderlich.



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“